



MOTION INTERSYNDICALE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 07/09/2017

Depuis plus de 10 ans, les orientations politiques et budgétaires (programmes de suppressions massives d'emplois, contraintes budgétaires accrues, restructurations incessantes accompagnées de fermetures de services) ont amené une dégradation constante des conditions de vie au travail des agents de notre ministère.

Le climat dans lequel vivent au quotidien les agents au travail est très néfaste : l'absence de perspective et l'incertitude professionnelle sont sources d'angoisse. Les directions ont démontré leur incapacité à exercer l'ensemble des missions de services publics du fait des suppressions d'emplois massives, à se doter d'outils de travail performants et conviviaux, à penser à des organisations de travail non-pathogènes.

Pire encore, les réformes et les fermetures de sites et de services se font à marche forcée, sans vision globale et sans aucune considération pour les usagers, les agents et leurs représentants.

La convocation de ce comité technique local s'inscrit totalement dans ce schéma : information au pas de course des agents, suivie de deux réunions informelles avec les représentants des personnels. Cerise sur le gâteau le tout pendant la période estivale, qui chacun le sait est la meilleure pour ce type d'échanges.

Un dialogue social digne de ce nom implique l'écoute réciproque et la prise en compte des arguments de toutes les parties, ce qui est loin d'être le cas, à tous les niveaux (direction locale ou générale).

La gestion hospitalière du Nord du département regroupée en un site peut permettre dans l'absolu de sécuriser cette mission et d'améliorer la qualité du service rendu. Mais de combien de temps les nouveaux agents de ce service disposeront-ils pour être pleinement opérationnels ? Les conditions de travail et d'exécution de la mission à la Trésorerie hospitalière de Carpentras sont déjà fortement dégradées et les perspectives ne sont pas rassurantes. Si vous voulez asphyxier complètement un service qui coule déjà, vous êtes bien parti.

De plus, les maigres aspects positifs risquent d'être rapidement effacés par la menace qu'ils font peser sur le maillage territorial, auquel toutes les organisations syndicales sont très attachées. Ce maillage devrait être le plus large possible, et pas concentré sur les seules villes les plus importantes d'un département.

En fermant la Trésorerie de Mormoiron, c'est encore et toujours le maillage territorial qui est mis à mal. Cette désertification, outre le fait qu'elle participe d'une réduction du service public, entraîne un sentiment d'abandon de la population rurale avec toutes les conséquences économiques, sociales ou politiques que l'on connaît.

Augmenter les trajets routiers des agents pour se rendre sur leur lieu de travail n'est bon ni pour les agents, ni pour l'environnement, ni pour la qualité du travail.

Nous l'avons compris depuis longtemps et cela se confirme à chaque restructuration : l'objectif principal n'est pas d'améliorer le fonctionnement des services mais bien de gérer la pénurie et d'accélérer le resserrement des structures.

Les organisations syndicales soussignées siégeant au comité technique local, étant opposées à ces 2 réformes, ne participeront donc pas à cette instance.